



**CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
DELEGATION OCCITANIE OUEST**

Marché N° 25.14.010

**Cahier des Clauses Administratives Particulières
CCAP N°25086 du 24/02/2025**

**NETTOYAGE DE LA SALLE BLANCHE DU BATIMENT J. LAGASSE (BAT
F, G1 ET G2) ET DE LA SALLE D'ASSEMBLAGE (BAT G) DU
LABORATOIRE D'ANALYSE ET D'ARCHITECTURE DES SYTEMES
(LAAS)**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

(C.C.A.P)

Le marché dont l'objet est le NETTOYAGE DE LA SALLE BLANCHE DU BATIMENT J. LAGASSE (BAT F, G1 ET G2) ET DE LA SALLE D'ASSEMBLAGE (BAT G) DU LABORATOIRE D'ANALYSE ET D'ARCHITECTURE DES SYTEMES (LAAS) est conclu par :

Le Centre National de la Recherche Scientifique représenté par
La Personne Responsable des Marchés (PRM)
CNRS - Délégation Occitanie Ouest
Monsieur Délégué Régional 1
6, Avenue Édouard Belin
BP 24367 3
1055 Toulouse Cedex 4
Tel : 33 (0)5 61 33 60 00 F
ax : 33 (0)5 62 17 29 01 N° de TVA intracommunautaire: FR40 180.089.013.00676

Il est régi par la réglementation générale applicable aux marchés de l'Etat, et notamment par les dispositions :

- Du Code de la commande publique du 01/04/2019, résultant des dernières modifications ;
- Du Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services – CCAG-FCS, disponible à l'adresse : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341> NOR: ECOM2106868A.

Les litiges éventuels sont réglés par les lois et règlements français. Les tribunaux français sont seuls compétents

La procédure de consultation est celle des marchés passés en procédures formalisées en raison de leur objet (Article R2124-2 du Code de la Commande Publique).

Le marché est régi par la réglementation générale applicable aux marchés de l'Etat.

SOMMAIRE

Table des matières

ARTICLE 1 - OBJET - FORME – PRESTATIONS DU MARCHÉ	5
1.1 Objet	5
1.2 Forme du marché.....	5
1.3 Prestations attendues.....	5
1.4 Allotissement.....	5
1.5 Variantes.....	6
1.6 Prestations Supplémentaires Eventuelles(PSE).....	7
ARTICLE 2 – FONCTIONNEMENT / DISPOSITIONS RELATIVES AU PRESENT ACCORD-CADRE.....	7
2.1 Fonctionnement de l'accord-cadre	7
2.2 Partie globale et forfaitaire.....	7
2.3 Partie à bons de commande	7
2.4 Conclusion des marchés subséquents	7
ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS	8
3.1 Pièces contractuelles propres à l'accord-cadre	8
3.2 Pièces contractuelles propres aux marchés subséquents	8
ARTICLE 4 - PRISE D'EFFET / DUREE DE L'ACCORD-CADRE.....	8
4.1 Durée de l'accord-cadre - Entrée en vigueur – durée de validité	8
4.2 Durée des marchés subséquents conclus en application du présent accord-cadre	9
4.3 Reconductions de l'accord-cadre	9
ARTICLE 5 - LIEU D'EXECUTION ET LIVRAISON DE LA PRESTATION	9
ARTICLE 6 - OPERATIONS DE VERIFICATION	10
ARTICLE 7 - OBLIGATION D'INFORMATION ET DE CONSEIL.....	10
ARTICLE 8 – RESILIATION	10
8.1 Résiliation pour motif d'intérêt général	10
8.2 Résiliation pour exactitude des documents et renseignements communiqués	10
8.3 Résiliation pour redressement ou liquidation judiciaire	10
8.4 Effet de la résiliation de l'accord-cadre sur les marchés subséquents	11
8.5 Résiliation des marchés subséquents	11
ARTICLE 9 - MONTANT – FORME DES PRIX – CONTENU	11
9.1 Dispositions communes	11
9.2 Montant des prestations forfaitaires.....	11
9.3 Montant des prestations à la demande.....	11
9.4 Révision des prix.....	12
9.5 Clause de sauvegarde	12
ARTICLE 10 – PENALITES	13
10.1 Dispositions communes	13
10.2 Pénalités portant sur les prestations forfaitaires	13

10.3	Pénalités portant sur les prestations à prix unitaire (sur bon de commande)	13
10.4	Pénalités en cas de rupture d'approvisionnement	13
10.5	Autres pénalités	13
10.6	Pénalité pour retard ou absence de réponse aux marchés subséquents	14
10.7	Pénalité pour non-respect des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail	14
10.8	Pénalités pour non-respect du Règlement général sur la protection des données (RGPD).....	14
ARTICLE 11- MODALITE DES BONS DE COMMANDE		14
ARTICLE 12 - MODALITÉS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT DE L'ACCORD-CADRE		15
12.1	Modalités de facturation	15
12.2	Retenue de garantie / Cautionnement.....	16
12.3	Règlements des prestations	16
12.3.1	Avance.....	16
12.3.2	Acomptes.....	17
12.3.3	Solde	17
12.3.3	Délai de paiement de l'accord-cadre.....	17
12.3.4	Intérêts moratoires	17
12.3.5	Comptable – Cession de créances	18
ARTICLE 13 - SOUS TRAITANCE		18
13.1	Déclaration d'un sous-traitant.....	18
13.2	Modalités de paiement direct des sous-traitants.....	18
ARTICLE 14 – OBLIGATIONS DE CONDIDENTIALITE		18
14.1	Confidentialité.....	18
ARTICLE 15- CLAUSE ZRR (ZONE A REGIME RESTRICTIF)		18
ARTICLE 16 - PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....		21
16.1	Obligations des parties.....	22
16.2	Obligations du titulaire.....	22
ARTICLE 17 - OBLIGATION D'INFORMATION ET DE CONSEIL		23
ARTICLE 18 - ASSURANCE		23
ARTICLE 19 - MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE DU PRESENT ACCORD-CADRE		23
19.1	Changement de dénomination sociale du titulaire	23
19.2	Changement de contractant en cours d'exécution du présent accord-cadre	23
ARTICLE 20 – CLAUSE DE REEXAMEN.....		24
ARTICLE 21 - CLAUSES PARTICULIERES		24
ARTICLE 22 - ATTRIBUTION DE JURIDICTION		24
ARTICLE 23 - DEROGATION AU CCAG- FCS		24

Dans le présent C.C.A.P.,

Le prestataire est dénommé " LE PRESTATAIRE " ou le « TITULAIRE »

Le C.N.R.S. est dénommé "LE CNRS " ou "L'ETABLISSEMENT"

ARTICLE 1 - OBJET - FORME – PRESTATIONS DU MARCHE

1.1 Objet

Le présent accord-cadre a pour objet le **nettoyage de la salle blanche située dans les bâtiments F, G1 et G2 et de la salle d'assemblage située dans le bâtiment G du Laboratoire d'Analyse et d'Architecture des Systèmes du CNRS (L.A.A.S)**, sis au 7, avenue du Colonel Roche à Toulouse. Il inclut les fournitures et produits nécessaires au titulaire pour la réalisation des prestations.

Les caractéristiques et spécifications techniques des prestations sont déclinées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) n°25087.

Le marché s'exécutera conformément aux prescriptions du présent CCAP et du CCTP.

Le code pertinent de la nomenclature CPV est le suivant :

90910000-9 « Service de Nettoyage »

Le code Référentiel achat pertinent est :

BB.12 « Service de nettoyage spécialisé des locaux »

1.2 Forme du marché

Le contrat est un accord-cadre passé en application des articles L2125-1 et R2162-1 à R2162-6 et R2121-8 du Code de la commande publique. Cet accord cadre est : **mono attributaire (conclu avec un seul opérateur économique)**.

Cet accord-cadre est exécuté par **bon(s) de commande** en application des articles R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique et par **marchés subséquents** en application des articles R2162-7 et R2162-8 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article R2162-4 1° du Code de la commande publique, les marchés sont conclus avec un minimum (en quantité) et avec un maximum (en valeur).

- Le minimum annuel correspond à la partie globale et forfaitaire annuelle
- Le montant maximum est fixé à 300 000 € HT pour toute sa durée (4 ans).

Le montant maximum n'engage pas le CNRS. Il ne correspond pas au budget du CNRS alloué au marché. Il représente le montant maximum des commandes que le CNRS est susceptible de passer auprès du Titulaire.

1.3 Prestations attendues

L'accord-cadre comprend les prestations ci-dessous avec **obligation de résultat** et de moyen :

➤ Prestations forfaitaires :

Les prestations récurrentes de décontamination, de nettoyage, de dépoussiérage, de détachage, de décapage, de lavage du sol, d'évacuation des déchets et de mise en place dans le sas de consommables et tenues individuelles fournis par le LAAS-CNRS (cf. **ARTICLE 4.1 et 4.2** du CCTP n°25087 du 24/02/2025).

➤ Prestations exceptionnelles à prix unitaires, commandées par bons de commande :

Les prestations de dépoussiérage par aspiration et essuyage humide des installations les plus accessibles de l'Espace technique sous faux-plancher, de dépoussiérage par aspiration et essuyage humide des installations du PLENUM, de nettoyage des conduits d'air et de dépoussiérage par aspiration et essuyage humide des murs et plafonds de la salle d'assemblage (cf. **ARTICLE 4.3** du CCTP n°25087 du 24/02/2025).

➤ Prestations exécutées au moyen de marchés subséquents :

Toutes les autres prestations relevant du périmètre de l'accord-cadre mais qui ne sont pas encore définies.

1.4 Allotissement

L'accord-cadre n'est pas alloti.

1.5 Variantes

La consultation ne prévoit pas de variante(s) à l'initiative du CNRS

Les variantes à l'initiative du soumissionnaire ne sont pas autorisées.

1.6 Prestations Supplémentaires Eventuelles(PSE)

La consultation ne comprend pas de Prestation Supplémentaire Eventuelle (PSE).

ARTICLE 2 – FONCTIONNEMENT / DISPOSITIONS RELATIVES AU PRESENT ACCORD-CADRE

2.1 Fonctionnement de l'accord-cadre

Conformément à la définition qui en est donnée par les articles L2125-1 et R2162-1 à R2162-5 du code de la commande publique, le présent accord-cadre a pour objet d'établir les termes régissant :

- La partie globale et forfaitaire
- L'émission des bons de commande, selon les modalités prévues aux articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique.
- Les marchés subséquents à passer, selon les modalités prévues aux articles R2162-7 à R2162-10 du code de la commande publique.

2.2 Partie globale et forfaitaire

La notification de l'accord-cadre au Titulaire vaut commande de la partie globale et forfaitaire.

En ce qui concerne les prestations de la partie globale et forfaitaire, le présent accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles.

2.3 Partie à bons de commande

Dès la survenance de son besoin, la Délégation Occitanie Ouest du CNRS notifiera au Titulaire un bon de commande. En ce qui concerne les prestations de la partie à bons de commande, le présent accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles.

L'accord-cadre fixant toutes les stipulations contractuelles, il est exécuté en partie par l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R2162-13 et R2162-14 du Code.

Les bons de commande sont des documents écrits adressés au titulaire qui précisent celles des prestations décrites dans l'accord-cadre, dont l'exécution est demandée et en déterminent la quantité.

L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence préalable, selon des modalités prévues ci-dessous.

Ils concernent les prestations hors-forfait à la demande et seront établis conformément aux dispositions de l'article 11 du présent CCAP. Elles pourront être commandées dès la survenance du besoin et pendant toute durée de l'accord-cadre (reconduction éventuelles comprises).

L'émission de bons de commande établis sur la base de l'accord-cadre ne peut se faire que pendant sa durée de validité.

Toute commande notifiée au titulaire antérieurement à la date de fin de l'accord-cadre, devra être traitée jusqu'à complète exécution.

2.4 Conclusion des marchés subséquents

Conformément aux dispositions des articles R2162-7 à R2162-9 du code de la commande publique, lorsque, pour certaines prestations, toutes les stipulations contractuelles ne sont pas présentes dans l'accord-cadre, des marchés subséquents seront conclus avec le titulaire.

Les marchés subséquents prendront la forme de marchés ordinaires.

La conclusion des marchés subséquents intervient lors de la survenance des besoins.

A la survenance du besoin, le titulaire peut être invité à compléter son offre initiale par écrit dans un délai qui sera alors précisé et qui sera **au minimum de cinq (5) jours ouvrés**. En cas de complexité particulière de la demande ou à la demande écrite du titulaire adressé au CNRS, le Pouvoir Adjudicateur peut prolonger le délai initialement indiqué. En cas de non-respect de ce délai, le titulaire s'expose à l'application des pénalités prévues à l'article 10 du présent CCAP.

Cette lettre de consultation désigne la ou les prestations de référence dont l'exécution est demandée et porte toutes les

spécifications complémentaires permettant de déterminer le contexte et les objectifs poursuivis par les prestations requises et le cas échéant les délais de réalisation.

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage à faire, dans le délai qui lui est imparti, des offres régulières, acceptables et appropriées lorsqu'il sera sollicité par le Pouvoir Adjudicateur pour les marchés subséquents, dès lors que la demande porte sur une ou des prestations limitativement énumérées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières du présent accord-cadre. Celles-ci sont établies sur la base de l'application de la méthode de chiffrage définie dans l'accord-cadre. En cas de manquement à cette obligation de la part du titulaire constatée par le Pouvoir Adjudicateur, celui-ci se réserve la possibilité de s'adresser à un tiers pour la réalisation de la prestation pour laquelle il avait initialement consulté le titulaire.

Le Pouvoir Adjudicateur en informe le titulaire en lui indiquant les motifs de sa décision.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve toutefois la possibilité, s'il estime avoir obtenu dans l'Accord-cadre toutes les informations nécessaires à l'exécution d'un marché subséquent, de ne pas demander au titulaire de compléter son offre et donc lui transmettre immédiatement un marché subséquent pour signature.

ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

3.1 Pièces contractuelles propres à l'accord-cadre

Les documents contractuels régissant l'accord-cadre sont énumérés ci-dessous :

- 1) L'acte d'engagement (ATTRI1) et son ANNEXE 1 (25.14.010_ANNEXE1 ATTRI1_Tableaux des prix),
- 2) Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCAP) n°25086 du 24/02/2025,
- 3) Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) n°25087 du 24/02/2025,
- 4) Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services CCAG/FCS disponible à : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000020407115&categorieLien=id>
- 5) Le cadre de réponse technique (CRT) dûment complété par le prestataire et ses annexes le cas échéant.
- 6) Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché,

Toute clause portée dans la proposition ou documentation quelconque du Titulaire contraire ou modifiant les dispositions des pièces de l'accord-cadre est réputée non écrite.

Les conditions générales du Titulaire sont en particulier concernées par cette disposition.

Le présent accord-cadre exprime l'intégralité de l'accord passé entre les deux parties.

3.2 Pièces contractuelles propres aux marchés subséquents

Les documents contractuels régissant les marchés subséquents sont énumérés ci-dessous :

- 1) Les marchés conclus sur la base de l'accord-cadre,
- 2) Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs modifications postérieures à la notification du marché,
- 3) Les précisions et compléments apportées par le CNRS lors des demandes d'élaboration des marchés subséquents,
- 4) L'offre technique du candidat,
- 5) Les compléments apportés par le titulaire à son offre initiale lors de la remise du marché subséquent,
- 6) Toutes les autres pièces contractuelles réclamées au stade des marchés subséquents.

Toute clause portée dans la proposition ou documentation quelconque du Titulaire contraire ou modifiant les dispositions des pièces de l'accord-cadre est réputée non écrite.

Les conditions générales du Titulaire sont en particulier concernées par cette disposition.

ARTICLE 4 - PRISE D'EFFET / DUREE DE L'ACCORD-CADRE

4.1 Durée de l'accord-cadre - Entrée en vigueur – durée de validité

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de douze (12) mois à compter du 1er mai 2025 ou de sa date de notification si celle-ci est postérieure, durée pendant laquelle les bons de commande pourront être émis et les marchés subséquents conclus.

La notification de l'accord-cadre comprend une copie, délivrée sans frais par le pouvoir adjudicateur au titulaire, de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives de l'accord-cadre ou de chaque marché subséquent, à l'exception des pièces n'ayant subi aucune modification par rapport au dossier de consultation des entreprises publié.

La durée de validité du contrat est la durée pendant laquelle les bons de commande pourront être passés par l'acheteur (CNRS).

L'émission de bons de commande ainsi que la conclusion de marchés subséquents ne peuvent se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

4.2 Durée des marchés subséquents conclus en application du présent accord-cadre

La durée maximale des marchés subséquents passés en application du présent accord-cadre est fixée par chaque marché subséquent.

La notification de chaque marché subséquent comprend une copie, délivrée sans frais par le pouvoir adjudicateur au titulaire, de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives de l'accord-cadre ou de chaque marché subséquent, à l'exception des pièces n'ayant subi aucune modification par rapport au dossier de consultation des entreprises publié.

4.3 Reconductions de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée d'un (1) an à compter de son début d'exécution. L'accord-cadre est reconduit tacitement au maximum trois (3) fois par période d'un an sauf décision contraire notifiée au titulaire avant sa date d'échéance.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction.

Toutefois, avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur a la possibilité de mettre fin, en notifiant avant la date anniversaire, sa décision de non-reconduction au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception. Le titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période contractuelle en cours d'exécution.

La durée maximale de l'accord-cadre (reconductions comprises) ne peut excéder 48 mois, toutes périodes confondues.

ARTICLE 5 - LIEU D'EXECUTION ET LIVRAISON DE LA PRESTATION

Les prestations seront effectuées sur le site suivant, entre 17H et 20H (pour les prestations forfaitaires) et entre 8H et 18H (pour les prestations à la demande), du lundi au vendredi (sauf jours fériés, jours de fermeture planifiés du laboratoire et jours de fermeture exceptionnelle pour cause de travaux ou maintenance qui auraient un impact sur la sécurité des personnels amenés à intervenir) :

Centre National de la Recherche Scientifique Laboratoire d'Analyse et d'Architecture des Systèmes
Salle blanche du bâtiment J. LAGASSE (bât F, G1 et G2) et Salle d'assemblage (bât G.) 7, Avenue du Colonel Roche
BP 54200
31 031 TOULOUSE Cedex 4 – France

Le stockage des produits et matériels devra être effectué dans les locaux prévus à cet effet. Les produits seront stockés immédiatement après livraison sur site et leur stockage limité aux quantités requises pour une période d'un (1) mois.

Le titulaire est responsable de la conservation et de l'emploi de tout matériel, de tout équipement et de tout local mis à sa disposition par le CNRS-LAAS. Les matériels, équipements, locaux mis à disposition du titulaire par le CNRS-LAAS ne peuvent être utilisés qu'aux fins et dans les limites prévues dans le marché.

Si un matériel ou un équipement mis à la disposition du titulaire est détruit ou endommagé ou si un local mis à sa disposition est dégradé, le titulaire est tenu de le remplacer, de le mettre en état ou d'en rembourser la valeur d'acquisition ou le montant des frais de reconstitution à neuf à la date du sinistre.

Lorsque les prestations sont exécutées dans une zone à régime restrictif, le titulaire et ses sous-traitants s'engagent à respecter la politique et les mesures de sécurité et de confidentialité spécifiques qui lui sont communiquées par l'établissement.

Suivant le niveau de sécurité requis, le titulaire et ses sous-traitants peuvent être soumis à un régime d'autorisation préalable. Les démarches sont effectuées par le titulaire par l'intermédiaire du CNRS.

Le titulaire et ses sous-traitants acceptent que le CNRS ou toutes autorités habilitées puissent procéder à des contrôles de l'application des mesures de sécurité et de confidentialité sur lesquelles ils se sont engagés.

Le titulaire et ses sous-traitants déclarent avoir fait prendre connaissance de ces dispositions aux personnels affectés à l'exécution des prestations

ARTICLE 6 - OPERATIONS DE VERIFICATION

Les opérations de vérification qualitative et quantitative sont effectuées dans les conditions prévues dans les documents particuliers du CCTP n°25087.

Les opérations de vérification des prestations seront effectuées par le Directeur du LABORATOIRE D'ANALYSE ET D'ARCHITECTURE DES SYSTEMES ou son représentant.

Le Directeur de l'unité désigne un correspondant nettoyage chargé :

- ✚ De la liaison permanente avec le responsable désigné par l'entreprise,
- ✚ Des contrôles qualité visés à l'article 8.3 du CCTP n°25087 du 24/02/2025,
- ✚ Des réunions de travail pour faire le point, résoudre les problèmes rencontrés et veiller au respect de l'exécution des prestations définies dans le CCTP n°25087 du 24/02/2025.

En cas de mauvaise exécution ou de non-exécution des prestations, dûment constatée par le Représentant de la Personne Responsable du Marché, le CNRS adresse au titulaire une lettre recommandée lui enjoignant de remédier aux manquements ou anomalies relevés.

Une dernière mise en demeure sera adressée au titulaire dans les 15 jours suivant l'accusé de réception de la lettre ci-dessus mentionnée si cette dernière n'est pas suivie d'effet.

Si à son tour cette mise en demeure réitérant les termes de la première lettre n'est pas suivie d'effet immédiat, le CNRS se réserve le droit de résilier le présent accord-cadre aux torts du titulaire, dans les conditions prévues au CCAG-FCS et notamment son article 41.

En cas de manquement de nature à nuire gravement à la santé ou à la sécurité des biens ou des personnes, la mise en demeure est faite par tout moyen probant, et le titulaire dispose d'un délai d'un jour calendaire pour remédier aux manquements ou anomalies relevés. En cas d'inaction du Titulaire après ce délai, le CNRS fait exécuter les prestations nécessaires par un tiers, au frais et risques du Titulaire, et se réserve le droit de résilier le présent accord-cadre aux torts du titulaire, dans les conditions prévues au CCAG/FCS, et notamment son article 45.

Une prestation refusée est considérée comme non-livrée et les pénalités prévues au présent CCAP sont susceptibles de s'appliquer jusqu'à la date de livraison des prestations conformes.

ARTICLE 7 - OBLIGATION D'INFORMATION ET DE CONSEIL

Le Titulaire s'oblige à informer sans délai le CNRS de toute difficulté rencontrée dans l'exécution de l'accord-cadre de nature à retarder ou à compromettre la réalisation des prestations.

ARTICLE 8 – RESILIATION

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 et 39 à 45 du CCAG FCS.

8.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général de le marché par l'acheteur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire égale à 2% du prix des prestations déjà commandés à la date de la décision de résiliation.

8.2 Résiliation pour exactitude des documents et renseignements communiqués

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

8.3 Résiliation pour redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du contrat. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché. Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

8.4 Effet de la résiliation de l'accord-cadre sur les marchés subséquents

La notification de la décision de résiliation de l'accord-cadre n'emporte résiliation du ou des marchés subséquents en cours d'exécution que si elle le prévoit expressément, en indiquant les marchés subséquents affectés par la disposition.

La décision de résiliation de l'accord-cadre peut également comporter les mentions nécessaires à la non reconduction d'un ou plusieurs des marchés subséquents en cours d'exécution.

8.5 Résiliation des marchés subséquents

Les dispositions des articles 8.1 à 8.3 ci-dessus sont également applicables pour chacun des marchés subséquents, sous réserves des adaptations mentionnées ci-après.

En cas de résiliation pour faute d'un marché subséquent, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre dans les hypothèses où la faute du titulaire rendrait impossible la poursuite des relations contractuelles.

ARTICLE 9 - MONTANT – FORME DES PRIX – CONTENU

9.1 Dispositions communes

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents à l'industrialisation et à l'outillage, au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 18.4 du CCAG-FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Le titulaire certifie que les prix stipulés dans le présent accord-cadre n'excèdent pas ceux de son barème pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle.

En ce qui concerne les taxes, celles-ci, en cas de modifications fiscales seront facturées et réglées aux taux applicables le jour d'exécution de la prestation.

9.2 Montant des prestations forfaitaires

Le montant global et forfaitaire hors-taxes est défini dans l'ATTRI1 et dans son ANNEXE 1 concernant les prestations s'exécutant à prix forfaitaire (« Tableau des prix (PRESTATION A PRIX FORFAITAIRES) »).

Les prestations s'exécutant à prix forfaitaire concernent les prestations récurrentes de décontamination, de nettoyage, de dépoussiérage, de détachage, de décapage, de lavage du sol, d'évacuation des déchets et de mise en place dans le sas de consommables et tenues individuelles fournies par le LAAS-CNRS.

9.3 Montant des prestations à la demande

Pendant toute la durée de l'accord-cadre (reconductions éventuelles comprises) des interventions supplémentaires, à la demande du représentant du CNRS, pourront être commandées notamment pour le dépoussiérage par aspiration et essuyage humide des installations les plus accessibles de l'Espace technique sous faux-plancher, le dépoussiérage par aspiration et essuyage humide des installations du PLENUM, le nettoyage des conduits d'air et le dépoussiérage par aspiration et essuyage humide des murs et plafonds de la salle d'assemblage.

Ces interventions feront l'objet de bons de commande (Cf. **Article 11 du présent CCAP**) et seront facturées sur l'accord-cadre au prix figurant dans l'**Annexe 1 de l'Acte d'Engagement « Tableau des prix (PRESTATION A PRIX**

UNITAIRES) », dans les limites suivantes :

Toute commande engagée et notifiée au titulaire antérieurement à la date de fin de l'accord-cadre, devra être traitée jusqu'à complète exécution.

9.4 Révision des prix

Les prix mentionnés à l'annexe 1 de l'acte d'engagement sont réputés établis sur la base des conditions économiques **du mois de remise des offres**.

Les prix définis à l'article 9.2 et à l'article 9.3 sont susceptibles d'être révisés : une fois par an, à la fin de la première période annuelle suivant la date de notification de l'accord-cadre (date de prise d'effet de l'accord-cadre)

Exemple : si l'accord-cadre débute au 1^{er} avril 2025, le prix des prestations forfaitaires pourra être révisé au 1^{er} avril 2026.

Les prix seront susceptibles d'être révisés par application de la formule suivante :

$$P = P_0 \times (0,15 + 0,85 * [(\frac{0,80 * ICHT-N}{ICHT-N_o}) + (\frac{0,20 * FSD1}{FSD1_o})])$$

P = Prix révisé hors-taxes

P₀ = Prix annuel H.T de l'accord-cadre initial (prestations forfaitaires) ou coût de la prestation à la demande (prestations à prix unitaires)

ICHT- N : Salaires, revenus et charges sociales – Coût de la main d'œuvre et du travail indice 001565196

FSD1 : Frais et Services Divers : Modèle de référence 1

Le mois zéro (o) est le mois de remise de son offre par le titulaire.



Les indices sont publiés sur le site internet du moniteur.

La valeur finale de l'indice figurant au numérateur est respectivement celle du mois M et des années suivantes.

Si, à la date de révision, les indices correspondants ne sont pas encore parus, les parties conviennent de retenir comme indice définitif le dernier publié.

Pour la mise en œuvre de la formule de révision des prix, les calculs seront effectués en arrondissant au millième supérieur pour les divisions et les multiplications, et au centime d'euro supérieur pour le prix.

En cas de cessation de publication ou de disparition de l'index de référence, les parties conviennent :

-  D'adopter l'indice de remplacement,
-  Si aucun index de remplacement n'est publié, de choisir un indice similaire.

Les prix applicables sont alors les prix ainsi révisés.

Les modifications tarifaires seront annoncées par écrit au CNRS au plus tard 1 mois et demi avant l'échéance annuelle en cours. L'ajustement se fait à la baisse comme à la hausse.

Les nouveaux tarifs deviennent contractuels si la Personne Responsable de l'accord-cadre (PRM) n'a pas fait d'observation dans un délai d'un (1) mois maximum à compter de leur date de réception.

9.5 Clause de sauvegarde

Le CNRS se réserve le droit de résilier sans indemnité et sans préavis l'accord-cadre, dès lors que l'évolution moyenne de l'ensemble des prix (forfaitaires et unitaires) pratiqués au titre du présent marché entraînera une augmentation de plus de 5% par rapport aux tarifs précédemment proposés par le titulaire.

ARTICLE 10 – PENALITES**10.1 Dispositions communes**

Les pénalités sont applicables et cumulables pendant toute la durée du marché. L'acheteur peut décider de les appliquer dès le 1er euro (€).

Le plafond des pénalités applicables au marché est égal à 30% du montant maximum de l'accord-cadre.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités applicables à l'accord-cadre (partie globale et forfaitaire et partie à bons de commande) sont mentionnées ci-après.

Le décompte des pénalités est notifié au titulaire qui, le cas échéant, présentera ses observations à la personne responsable de l'accord-cadre dans un délai de 15 jours à compter de la notification de ce décompte. Passé ce délai de 15 jours, le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

10.2 Pénalités portant sur les prestations forfaitaires**10.2.1. Pénalités pour non-exécution des prestations**

Si la prestation n'est pas exécutée, par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire peut, sur décision de l'acheteur, se voir appliquer, une pénalité journalière de 100 €.

La pénalité commence à courir après mise en demeure et qu'aucune prestation n'a été correctement effectuée dans un délai de 5 jours après accusé de réception.

10.2.2 Pénalités pour mauvaise exécution des prestations

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, en cas de mauvaise exécution des prestations, le titulaire s'expose, sans mise en demeure préalable, à l'application de la pénalité selon la formule suivante :

$$P = (V \times R) / 400$$

P = montant de la pénalité ;

V = Montant HT annuel et forfaitaire de l'accord-cadre suivant les prix indiqués à l'ANNEXE 1 de l'acte d'engagement ;

R = Nombre de jours de jours de mauvaise exécution.

10.3 Pénalités portant sur les prestations à prix unitaire (sur bon de commande)

En cas non-exécution ou de mauvaise exécution des prestations commandées sur demande, le titulaire peut, sur décision de la personne responsable du marché ou son représentant, se voir appliquer une pénalité égale à 150,00 € par jour de non-exécution et/ou à 100,00 € par jour de mauvaise exécution.

Le décompte des pénalités est notifié au titulaire sans mise en demeure. Le cas échéant, il présentera ses observations à la personne responsable de l'accord-cadre dans un délai de 15 jours à compter de la notification de ce décompte.




Passé ce délai de 15 jours, le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

10.4 Pénalités en cas de rupture d'approvisionnement

En cas de rupture d'approvisionnement des fournitures sur le site du LAAS, une pénalité de 50,00 € par jour calendaire de retard sera appliquée pour chaque produit et/ou fourniture concernés.

10.5 Autres pénalités

Le non-respect des éléments suivants entraînera l'application des pénalités définies ci-dessous :

-  L'absence de tenue de la fiche d'autocontrôle (cf. 8.3 du CCTP) **80 € / fiche manquante.**
-  Absence de tenue du cahier de liaison (cf. 8.2 du CCTP) **80 € / jours de retard.**
-  Non prise en compte d'une remarque et des actions correctives et délais afférents annoncés sur le cahier de liaison (cf. 8.2 du CCTP) **100 €**

10.6 Pénalité pour retard ou absence de réponse aux marchés subséquents

10.6.1 Pénalités pour retard de réponse

En cas de remise de sa réponse au-delà de la date limite qui lui a été fixée, le titulaire encourt une pénalité de 500,00 € par jour ouvré de retard.

Un retard de réponse de plus de dix (10) jours ouvrés équivaut à une absence de réponse.

10.6.2 Pénalités pour absence de réponse

En cas de non réponse, il sera fait application d'une pénalité forfaitaire de 10.000 euros.

En l'absence de réponse de la part du titulaire et au cas où le CNRS serait amené à faire exécuter la prestation par un tiers.

10.7 Pénalité pour non-respect des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail

En application des dispositions de l'article L 8222-6 du code du travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du Travail, la personne responsable du marché enjoint aussitôt le titulaire de faire cesser la situation et peut appliquer au titulaire une pénalité de deux mille (2 000 euros) par jour ouvrable. Le titulaire, ainsi mis en demeure de faire cesser cette situation, doit apporter au CNRS la preuve qu'il a mis fin à la situation délictueuse. A défaut de correction par le titulaire des irrégularités signalées dans le délai mentionné par le CNRS, la personne responsable du marché peut résilier le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

10.8 Pénalités pour non-respect du Règlement général sur la protection des données (RGPD)

En application de l'article 5 du CCAG-FCS, en cas de méconnaissance de la réglementation relative à la protection des données personnelles, l'acheteur peut appliquer au Titulaire une pénalité forfaitaire 2000 euros.

ARTICLE 11- MODALITE DES BONS DE COMMANDE

Concernant les prestations s'exécutant à prix forfaitaire : La notification du marché vaut ordre de service de démarrage des prestations s'exécutant à prix forfaitaire.

Concernant les prestations s'exécutant à prix unitaire : Le marché s'exécute par l'émission de bons de commande successifs établis sur la base des prix unitaires hors-taxes définis dans l'ANNEXE 1, notifiés au titulaire au fur et à mesure de la survenance des besoins. Les bons de commande sont émis et notifiés au Titulaire, sans demande préalable de devis au Titulaire, par le pouvoir adjudicateur ou son représentant dûment habilité.

La date limite d'exécution d'une prestation ne peut excéder la date de fin du marché d'une manière qui méconnaîtrait la nécessité d'une remise en concurrence périodique, conformément aux dispositions de des articles R2162-5 et R2162-6 du code de la commande publique.

Les modalités particulières de vérification de l'exécution des demandes passées par bons de commande peuvent être précisées sur le bon de commande.

Le bon de commande comporte :

- la référence du présent accord-cadre (25.14.010– n°20XXXXX qui sera transmis au titulaire),
- le code division de l'unité bénéficiaire : 1805
- la référence du bon de commande (1805L0XXXX),
- la désignation de l'émetteur du bon de commande,
- la dénomination de la prestation concernée,
- la désignation et la quantité de(s) la/les prestation(s) concernée(s),
- la date et début d'exécution,
- le délai d'exécution,
- le lieu d'exécution,
- le prix des prestations commandées,

- le montant total hors-taxes,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant toutes taxes comprises.

L'émission de bons de commande ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre, reconductions éventuelles comprises.

Les bons de commande pourront être adressés jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Toute commande engagée et notifiée au titulaire antérieurement à la date de fin de l'accord-cadre, devra être traitée jusqu'à complète exécution.

Le titulaire s'engage à exécuter la totalité des commandes que l'Administration lui notifiera.

ARTICLE 12 - MODALITÉS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT DE L'ACCORD-CADERE

12.1 Modalités de facturation

12.1.1 Unité monétaire

L'accord-cadre est conclu en Euro.

12.1.2 Facturation électronique

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro.

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- Par dépôt au format PDF
- Par saisie en ligne dans le portail <https://portail.dgfip.finances.gouv.fr/cpp/>

Conformément aux dispositions de l'article 6 du décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif au développement de la facturation électronique dans la commande publique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

En cas de désaccord sur une partie de la facture, le CNRS s'oblige à payer, dans les conditions prévues ci-dessus, la partie non contestée.

L'Ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Délégué Régional du CNRS en région Occitanie Ouest : 16, avenue Édouard Belin - BP 24367 - 31055 Toulouse cedex 4

Le Comptable assignataire de la dépense est l'Agent Comptable Secondaire de la Délégation Occitanie Ouest - BP 24367 - 16, Avenue Édouard Belin - 31055 Toulouse cedex 4.

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement des marchés est le Délégué Régional du CNRS en région Occitanie Ouest.

12.1.3 Contenu des factures et demandes de paiement

Au titre du présent accord-cadre, les règlements seront effectués par virements administratifs au compte ouvert au nom du prestataire indiqué à l'acte d'engagement (ATTRI 1). Les paiements par virements administratifs seront effectués sur présentation d'une facture visée par le Directeur de l'Unité ou son représentant pour attestation de service fait.

Les factures doivent comporter les indications prévues par la réglementation et notamment les renseignements suivants :

- la référence de la présente consultation (consultation N°25.14.010),
- le N° de l'accord-cadre en 202XXXX (tel que fournit au titulaire lors de leur notification),
- le nom du projet « NETTOYAGE DE LA SALLE BLANCHE DU BATIMENT J. LAGASSE (Bat. F, G1 et G2) ET DE LA SALLE D'ASSEMBLAGE (Bat. G) pour le compte du CNRS-LAAS »
- le numéro du ou des bons de commande (au format suivant 1805L0XXXXX),
- les nom et adresse du destinataire des prestations,

- la date d'exécution,
- la désignation exacte de la prestation livrée,
- le montant hors-taxes,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant TTC,
- la date d'exigibilité,
- le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire,
- le numéro de TVA intracommunautaire du CNRS : FR40 180 089 013,
- le numéro de TVA intracommunautaire du titulaire.
- Les numéros de SIRET du Titulaire et du CNRS (180.089.013.03720).

Les informations remplacées par des xxx seront portées à la connaissance du titulaire.

12.2 Retenue de garantie / Cautionnement

Sans objet.

12.3 Règlements des prestations

12.3.1 Avance

Pour les prestations forfaitaires :

Sauf refus du Titulaire stipulé dans l'acte d'engagement, une avance de 5% (10% pour les PME/TPE) du montant annuel TTC des prestations sera réglée si ce montant est supérieur à 50 000 euros HT et si les prestations ont une durée d'exécution supérieure à deux mois, sans formalité conformément aux articles R2191-3 et R2191-7 du décret n° 2018-1075 du code de la commande publique.

Les dispositions du présent article s'appliquent au montant de chaque reconduction, le cas échéant.

La demande de versement de l'avance au sous-traitant agréé est présentée par celui-ci au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant le montant des prestations que le sous-traitant doit exécuter, au cours des douze mois suivant la date de commencement de leur exécution.

Pour les prestations à prix unitaire (sur bon de commande) :

Sauf refus du Titulaire stipulé dans l'acte d'engagement, une avance de 5% (10% pour les PME/TPE) du montant TTC des prestations sera réglée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, sans formalité conformément aux articles R2191-3 et R2191-7 du décret n° 2018-1075 du code de la commande publique.

Les dispositions du présent article s'appliquent au montant de chaque reconduction, le cas échéant.

La demande de versement de l'avance au sous-traitant agréé est présentée par celui-ci au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant le montant des prestations que le sous-traitant doit exécuter, au cours des douze mois suivant la date de commencement de leur exécution.

Pour les marchés subséquents ultérieurs :

- Une avance de 5% (10% pour les PME/TPE) du montant TTC du marché subséquent sera réglée pour chaque marché subséquent d'un montant supérieur à 50 000 euros HT, d'une durée d'exécution supérieure à deux mois et inférieure à douze mois, sans formalités conformément aux articles R2191-3 et R2191-7 du code de la commande publique.
- Une avance de 5% d'une somme égale à douze fois le montant initial TTC du marché subséquent sera réglée pour chaque marché subséquent d'un montant supérieur à 50 000 euros HT, d'une durée d'exécution supérieure à deux mois et supérieure à douze mois, sans formalités conformément aux articles R2191-3 et R2191-7 du code de la commande publique.

Le titulaire de l'accord-cadre acceptera ou déclinera le paiement de l'avance pour chaque marché subséquent dans les conditions prévues aux articles L2191-2 et R2191-3 à R2191-19 du Code de la commande publique.

Aucune avance ne sera versée, quand bien même elle aurait été proposée dans le marché subséquent et acceptée par le titulaire, si celle-ci ne répond pas aux conditions d'obtention définies au Code de la commande publique.

Si, dans le marché subséquent, le titulaire n'a ni accepté, ni refusé l'avance qui lui a été proposée, il est réputé l'avoir refusée.

Les dispositions du présent article s'appliquent au montant de chaque reconduction le cas échéant.

La demande de versement de l'avance au sous-traitant agréé est présentée par celui-ci au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant le montant des prestations que le sous-traitant doit exécuter, au cours des douze mois suivant la date de commencement de leur exécution.

Modalités de versement et de récupération de l'avance

Le règlement de l'avance interviendra dans les trente (30) jours à compter de la notification de chaque bon de commande dans le cadre duquel une avance pourra être accordée.

L'avance n'est ni révisable, ni actualisable.

En application des articles R2191-11 et R2191-12, le remboursement de l'avance s'impute par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire à titre d'acomptes. Il commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché subséquent ou du bon de commande atteint ou dépasse 65% de son montant. Il doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint 80% du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées.

Le remboursement de l'avance ne donne pas lieu à déduction sur la (les) facture(s) émises par le titulaire au titre des acomptes et/ou du solde.

[12.3.2 Acomptes](#)

[12.3.2.1 Prestation à prix forfaitaire](#)

Des acomptes après service fait, interviendront chaque mois pour 1/12ème du montant annuel stipulé à l'annexe 1 de l'acte d'engagement. Le paiement s'effectue mensuellement à terme échu.

[12.3.3.1 Prestation à prix unitaires \(prestations sur bon de commande\)](#)

Sans objet.

[12.3.3 Solde](#)

[12.3.3.1 Prestation à prix forfaitaire](#)

Le solde des prestations réellement exécutées au titre de la partie globale et forfaitaire ou du bon de commande est versé après admission définitive des prestations concernées sur présentation de la décision d'admission définitive.

[12.3.3.2 Prestation à prix unitaires \(prestations sur bon de commande\)](#)

Le solde des prestations réellement exécutées au titre du bon de commande est versé après admission définitive des prestations concernées sur présentation de la décision d'admission définitive.

[12.3.3 Délai de paiement de l'accord-cadre](#)

Le paiement interviendra dans un délai maximal de 30 jours conformément aux dispositions des articles L 2192-10 et R2191-20 à 22 et R2192-10 du code de la commande publique. Le délai de paiement fixé à 30 jours, se décompte à partir de la date de réception de la facture par le CNRS. Toutefois, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement. Ces dates sont constatées par le CNRS – à défaut, la date de la demande de paiement augmentée de deux jours est prise en compte.

[12.3.4 Intérêts moratoires](#)

Conformément aux articles R2192-31 à 36 du code, le Titulaire a droit à des intérêts moratoires pour retard de paiement d'une somme due au titre de l'accord-cadre, sous réserve que le paiement ne soit pas différé du fait d'une défaillance constatée dans la prestation.

Le délai de paiement, fixé à 30 jours, se décompte à partir de la date de réception de la facture par le CNRS ou de la date d'Admission des prestations si celle-ci est postérieure.

Ces intérêts moratoires seront liquidés conformément à la réglementation applicable en matière de marchés publics.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Un forfait de 40 euros sera automatiquement appliqué au titre d'indemnité pour frais de recouvrement, lors de l'application d'intérêts moratoires.

12.3.5 Comptable – Cession de créances

La Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R2191-60 du Code est le Délégué Régional du CNRS en région Occitanie Ouest (la correspondance doit être adressée 16, avenue Édouard Belin - BP 24367 - 31055 Toulouse cedex 4).

Les cessions de créance doivent être notifiées à l'Agent Comptable Secondaire du CNRS – Délégation Occitanie Ouest - (la correspondance doit être adressée BP 24367 - 16, Avenue Édouard Belin - 31055 Toulouse cedex 4).

ARTICLE 13 - SOUS TRAITANCE

Conformément aux articles L2193-1 à L2193-3, le titulaire d'un marché public peut, sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations de son marché.

13.1 Déclaration d'un sous-traitant

Les sous-traitants relevant du champ d'application de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance modifiée par l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique, doivent être présentés au pouvoir adjudicateur pour acceptation, soit lors de la remise des offres soit en cours d'exécution de l'accord-cadre (articles R2193-1 à R2193-3 du Code de la commande publique).

La demande portant sur l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement sera sollicitée conformément au modèle d'acte spécial de sous-traitance, que le titulaire doit remettre au CNRS contre récépissé ou à envoyer par lettre recommandée avec avis de réception.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement seront établis conformément à l'article R2193-4 du Code de la commande publique.

13.2 Modalités de paiement direct des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa facture au titulaire dans les formes prévues aux articles R2193-11 à R2193-12 du code de la commande publique.

Les règles relatives aux intérêts moratoires sont fixées par les dispositions du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

La liquidation des comptes en cas de résiliation de l'accord-cadre ou des marchés subséquents s'applique également aux sous-traitants.

ARTICLE 14 – OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE

14.1 Confidentialité

Tous les renseignements, documents et objets qui seraient communiqués au Titulaire dans le cadre de l'exécution du de l'accord-cadre devront être considérés comme strictement confidentiels au sens de l'article 5 du CCAG/FCS. Il en va de même pour toutes les données auxquelles les personnels du Titulaire pourraient avoir accès, en particulier en cas d'exécution des prestations dans les locaux du Titulaire.

ARTICLE 15- CLAUSE ZRR (ZONE A REGIME RESTRICTIF)

Les conditions d'accès aux sites classés en Zones à Régime Restrictif (ZRR) au sens des articles R.413-1 et suivants du code pénal, du décret n°2011-1425 du 2 novembre 2011, du décret n°2024-430 du 14 mai 2024 (à compter du 1er janvier 2025) et de l'arrêté du 3 juillet 2012 relatif à la protection du potentiel scientifique et technique de la nation (PPST), font l'objet de dispositions particulières dans les documents de la consultation.

À ce titre, les candidats sont informés que le Titulaire de l'accord-cadre pourra être soumis aux procédures correspondantes d'autorisations préalables d'accès lorsque les prestations sont susceptibles de concerner des informations relevant de telles zones.

Par ailleurs, en cas de visite ayant lieu dans une ZRR, organisée dans le cadre de la procédure de passation de l'accord-cadre, les visiteurs doivent être préalablement autorisés par le chef de cette ZRR (directeur de l'unité). En cas de visite de site rendue obligatoire dans le cadre de la procédure de passation, le refus d'accès par le chef de la ZRR est un motif de rejet de l'offre du soumissionnaire. Conformément à la réglementation, le refus d'autorisation d'accès à une ZRR lors d'une visite n'est pas motivé.

Le niveau de protection adéquat à assurer pour certaines informations dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre est celui applicable aux « informations sensibles » au sens de la politique de sécurité des systèmes d'information de

l'Etat (PSSI-E) issue de la circulaire du Premier ministre du 17 juillet 2014 n°5725/SG relative à la PSSI-E, de la circulaire interministérielle de mise en œuvre du dispositif de PPST en date du 7 novembre 2012 et ainsi que des textes encadrant la PPST.

15.1 Mesures de sécurité particulières

En complément de l'article 5 du CCAG-FCS, il est précisé que lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité particulières s'appliquent, ou concernent des informations considérées comme sensibles au titre des différents documents constitutifs de l'accord-cadre.

Le Titulaire ne peut prétendre ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, par dérogation à l'article 5.3 du CCAG-FCS

La réglementation sur la protection du potentiel scientifique et technique de la nation (PPST) introduite par les dispositions des articles R.413-1 et suivants du code pénal, du décret n°2011-1425 du 2 novembre 2011 et du décret n°2024-430 du 14 mai 2024 (applicable à compter du 1er janvier 2025) prévoit des dispositions de contrôle de l'accès physique ou virtuel aux Zones à Régime Restrictif (ZRR).

À ce titre, le Titulaire, ses personnels et ses sous-traitants peuvent être soumis aux procédures correspondantes d'autorisations préalables d'accès lorsque l'exécution des prestations est susceptible de concerner les informations relevant d'une ZRR.

15.2 Autorisations d'accès des personnels du Titulaire et de ses sous-traitants

Si la protection des intérêts essentiels du CNRS l'exige, le CNRS peut soumettre l'accès physique ou virtuel à certaines informations, données ou à certains composants sensibles des systèmes et applications du CNRS à l'agrément préalable des personnels du Titulaire et des sous-traitants éventuels y ayant accès, par le Fonctionnaire de Sécurité et de Défense (FSD) du CNRS.

Afin de permettre au CNRS d'effectuer les vérifications nécessaires, le Titulaire s'engage à remplir un formulaire de renseignements comprenant a minima les informations suivantes concernant les personnes dont il sollicite l'agrément :
le patronyme et les prénoms de son personnel ; une photocopie lisible et recto-verso d'un titre d'identité dont la nature varie selon la situation individuelle du personnel visé :
carte nationale d'identité (CNI) ou passeport en cours de validité pour les ressortissants français et communautaires ;
titre de séjour en cours de validité avec une autorisation de travail valable ou carte de résident pour les étrangers extracommunautaires ;
adresse actuelle du personnel si celle-ci diffère de celle portée sur le titre d'identité fourni.

Par ailleurs, le CNRS se réserve le droit de solliciter toute autre information qu'il juge nécessaire à l'évaluation du risque en considération du niveau de sensibilité des informations ou données concernées, en rapport direct avec la prestation ou l'intervention demandée au titre de l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre.

Les informations demandées au Titulaire ne sont pas utilisées à d'autres fins que celles décrites dans le présent article, et ne sont pas conservées par le CNRS une fois connue la décision prise par le FSD pour le CNRS, d'agréer ou non la personne physique intervenant pour réaliser la prestation demandée au titre de l'accord-cadre

A l'issue de la procédure interne d'agrément, le CNRS peut refuser au demandeur, sans indiquer le motif, l'accès aux équipements, installations et données concernés par l'objet du présent accord-cadre. Seule la décision d'agrément ou de refus d'agrément prise sur la base des renseignements fournis par le Titulaire est conservée par le CNRS. Conformément à la réglementation, le refus d'autorisation d'accès n'est pas motivé.

Le refus d'agrément notifié par le CNRS vaut interdiction pour le demandeur d'accéder à l'équipement par l'objet du présent accord-cadre. Le CNRS peut retirer son agrément à tout moment sans avoir à énoncer ses motifs, le Titulaire doit alors proposer immédiatement un personnel remplaçant, de niveau et compétences équivalents, qui fera l'objet de la procédure d'agrément décrite au présent article.

Le maintien dans les équipes du Titulaire d'un personnel dont l'agrément a été refusé selon la procédure décrite ci-dessus expose le Titulaire et la personne physique concernée à des poursuites pénales.

Le bénéficiaire d'une autorisation d'accès à une ZRR délivrée dans les conditions prévues à l'article R. 413-5-1 du code

pénal est tenu d'informer le CNRS de tout changement de situation susceptible d'affecter l'appréciation portée sur son droit d'accès (à compter du 1er janvier 2025).

Précisions relatives aux sous-traitants du Titulaire :

Dès lors que l'exécution des prestations de l'accord-cadre a lieu dans une ZRR, les sous-traitants du Titulaire sont soumis aux dispositions générales relatives à la sous-traitance au sens des articles R2193-1 à R2193-9 du code de la commande publique et aux mesures de sécurité particulières visées aux articles 1.1 et 1.2 ci-dessus au titre de la PPST (dont la procédure d'agrément préalable).

Les conditions d'agrément des sous-traitants au sens du droit de la commande publique sont celles prévues à l'article 3.6 du CCAG-FCS.

Au titre de la PPST, le CNRS se réserve le droit de refuser l'accès physique ou virtuel du sous-traitant du Titulaire à la ZRR sans avoir à se justifier d'une quelconque manière ou de l'autoriser après vérification et agrément préalable suivant la procédure prévue à l'article 15.1 ci-dessus.

Le Titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission aux obligations prévues à cet article et reste responsable du respect de celles-ci envers le CNRS.

Le Titulaire s'engage à insérer dans les documents contractuels régissant ses rapports avec son sous-traitant, l'obligation pour celui-ci de respecter l'ensemble des règles issues de la PPST et de protection de la sécurité des données et systèmes d'information auxquelles le Titulaire est lui-même soumis aux termes du présent accord-cadre.

Toute sous-traitance non-autorisée préalablement par le CNRS autorise celui-ci à résilier, sans indemnité, l'accord-cadre.

18.3 Mesures de portée générale

Lorsque la PPST l'exige, le Titulaire de l'accord-cadre et ses personnels doivent se conformer à la procédure interne en vigueur au CNRS, en particulier les dispositions spécifiques applicables aux ZRR détaillées en annexe du règlement intérieur (RI) de l'unité concernée par l'exécution des prestations. Le RI de l'unité est transmis au Titulaire lors de la notification de l'accord-cadre. En cas de modification du RI, le CNRS notifie la version modifiée au Titulaire.

Le Titulaire s'engage à transmettre ce RI d'unité à ses éventuels sous-traitants et s'assure du respect de ses dispositions.

Les personnels du Titulaire ainsi que ses sous-traitants participant à l'exécution des prestations du présent accord-cadre ne doivent en aucune façon accéder à des informations classifiées.

Ils doivent se conformer strictement aux règles de protection des données sensibles qu'ils pourraient avoir à connaître au titre de l'exécution du présent accord-cadre ainsi qu'au RI de l'unité, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur au CNRS.

Les personnels du Titulaire et ses sous-traitants ne doivent accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés et nécessaires pour l'exécution du présent accord-cadre.

L'exécution du présent accord-cadre peut conduire le Titulaire, ses personnels et ses sous-traitants à avoir connaissance des données sensibles qui, sans être couvertes par le secret de défense, ne doivent pas être rendues publiques.

Le Titulaire s'engage et engage ses personnels et ses sous-traitants à ne faire aucune divulgation, sous quelque forme que ce soit, sans autorisation du CNRS, de tout élément connu dans le cadre de l'accord-cadre en dehors des communications strictement indispensables à l'exécution du présent contrat.

Le non-respect par le Titulaire, ses personnels ou ses sous-traitants des prescriptions de sécurité prévues au titre du présent accord-cadre peut entraîner la résiliation du contrat pour faute du Titulaire, sans indemnité.

L'émission, la reproduction et l'acheminement des documents protégés sont conformes aux règlements en vigueur. Les documents protégés de toutes natures et de tous types ayant servi à la réalisation et à l'exécution du présent accord-cadre sont restitués au CNRS au terme du contrat, sans délai.

Aucune donnée ne peut être partagée ou communiquée par le Titulaire, ses personnels ou ses sous-traitants à un tiers au contrat sans le consentement exprès et préalable du CNRS propriétaire des données.

Les obligations définies ci-dessus doivent continuer à s'appliquer pendant les 10 ans qui suivent la date d'expiration du présent accord-cadre.

ARTICLE 16 - PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.

Chaque partie à l'accord- cadre s'engage à respecter toute disposition résultant :

- De la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

- Du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil, du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), à compter du 25 mai 2018.

16.1 Obligations des parties

Certaines données transmises par le pouvoir adjudicateur au titulaire en application du présent accord-cadre constituent des données à caractère personnel.

Chaque partie au présent accord-cadre est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du présent accord-cadre et ce durant tout le temps où ceux-ci produiront ses effets entre les présentes parties.

La réalisation des prestations par le titulaire doit ainsi respecter l'ensemble des exigences liées à la protection des données personnelles conformément aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et du règlement européen n°2016/679 sur la protection des données.

Le pouvoir adjudicateur, en sa qualité de responsable de traitement et le titulaire, en sa qualité de sous-traitant assurent et préservent la sécurité, la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes de traitement et des données contenues.

16.2 Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à ne traiter des données transmises que pour les seules finalités décrites dans le présent accord-cadre et les marchés subséquents, conformément aux modalités exposées par le présent accord-cadre et les marchés subséquents et à toutes instructions complémentaires données par le pouvoir adjudicateur. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation d'une disposition en vigueur, il en informe immédiatement le pouvoir adjudicateur.

Le cas échéant, le titulaire collabore avec le pouvoir adjudicateur pour la réalisation d'analyses d'impacts relatives à la protection des données.

Le titulaire veille à ce que les personnels autorisés à traiter les données à caractère personnel s'engagent à en respecter la confidentialité ou soient soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le titulaire s'oblige à prendre toutes précautions utiles afin de les protéger contre toute destruction accidentelle ou illicite, perte, altération, diffusion et de garantir que les données ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement et atténuer les éventuelles conséquences négatives d'une faille de sécurité.

Il met à la disposition du pouvoir adjudicateur toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits par le pouvoir adjudicateur ou tout auditeur dûment mandaté par lui.

Le titulaire s'engage à communiquer au pouvoir adjudicateur dans les meilleurs délais, et sous 48 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes sur le traitement des données personnelles ou sur le fonctionnement du système de traitement. Il lui fournit notamment toute information relative à la nature de la violation, au nombre de personnes concernées, aux catégories et au nombre d'enregistrements de données à caractère personnel concernés, ainsi qu'aux conséquences probables de la violation, aux mesures prises pour y remédier et atténuer les éventuelles conséquences négatives. Il conserve en outre tout document relatif à la violation de données, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Par ailleurs, il s'engage à coopérer avec le pouvoir adjudicateur, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à permettre l'exercice, par les personnes concernées, de leurs droits d'accès, d'opposition, de rectification ou de suppression prévus par la réglementation.

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations à une autre entité ni procéder à une cession du présent accord-cadre et des marchés subséquents sans l'accord écrit préalable du pouvoir adjudicateur et dans le respect de la réglementation applicable.

Dans ce cas, le sous-traitant du titulaire est tenu de respecter les obligations présent accord-cadre et des marchés subséquents. Il appartient au titulaire de s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde

aux exigences des dispositions en vigueur. Le titulaire demeure pleinement responsable devant le pouvoir adjudicateur des éventuels manquements de son sous-traitant en matière de protection des données.

En cas de changement de sous-traitance ayant un impact sur les données à caractère personnel et sur le niveau d'engagement du titulaire au titre du présent accord-cadre et des marchés subséquents, ce dernier s'engage à le notifier au pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais.

Le traitement des données ne peut être localisé en dehors de l'Union européenne, sans être en stricte conformité avec les obligations énoncées dans les clauses contractuelles types de la Commission européenne ou de la CNIL applicables au transfert de données.

Le cas échéant, le titulaire communique au pouvoir adjudicateur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

En cas de manquement à ces dispositions, la responsabilité du titulaire pourra être engagée, sans préjudice d'éventuelles actions récursoires pour les dommages qui lui sont imputables ».

ARTICLE 17 - OBLIGATION D'INFORMATION ET DE CONSEIL

Le Titulaire s'oblige à informer sans délai le CNRS de toute difficulté rencontrée dans l'exécution de l'accord-cadre de nature à retarder ou à compromettre la réalisation des prestations.

ARTICLE 18 - ASSURANCE

Le titulaire et les sous-traitants agréés, par le CNRS devront remettre, dans un délai de 8 (huit) jours à compter de toute demande du CNRS, une attestation d'assurance justifiant qu'il est couvert au titre de la responsabilité civile (articles 1240 et suivants du code civil) ainsi qu'au titre de la responsabilité professionnelle en cas d'accident ou de tous dommages (corporels et/ou matériels) causés à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre. L'attestation de l'assureur doit indiquer la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le Titulaire et les sous-traitants agréés par le CNRS s'engagent à maintenir la validité du contrat d'assurances pendant toute la durée d'exécution du marché.

ARTICLE 19 - MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE DU PRESENT ACCORD-CADRE

19.1 Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer le pouvoir adjudicateur à l'adresse mentionnée en tête du présent document par écrit et communiquer un extrait Kbis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

19.2 Changement de contractant en cours d'exécution du présent accord-cadre

Le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur à l'adresse mentionnée en tête du présent document de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise titulaire et de tout projet de cession de l'accord-cadre et de ses marchés subséquents dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui l'accord-cadre est transféré ou cédé.

En cas d'acceptation de la cession de l'accord-cadre et de ses marchés subséquents par le pouvoir adjudicateur, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert de l'accord-cadre au nouveau titulaire.

ARTICLE 20 – CLAUSE DE REEXAMEN

Le CNRS se réserve la possibilité d'activer les clauses de réexamens conformément à l'article R2194-1 du Code de la commande publique.

Ces modifications porteront sur :

Prestation	Temporalité indicative
Prestations forfaitaires décrites à l'article 4 du CCTP	Extension de 200m2 T2-T3 2026
Prestations forfaitaires décrites à l'article 4 du CCTP	Extension de 200m2 T4 2026-T1 2027

Ces modifications feront l'objet d'échanges entre les parties et qui se matérialiseront par la signature d'un avenant et d'un devis annexé établi par le Titulaire de l'accord-cadre. La présente clause ne pourra être utilisée pour la révision des prix du marché.

Le titulaire devra fournir un devis au plus tard 15 jours après demande du Pouvoir adjudicateur.

Le recours à la clause de réexamen ne peut induire à une augmentation par période de reconduction, de plus de 50 % du montant du prix forfaitaire de la période précédente.

Le Pouvoir adjudicateur ne pourra avoir recours à la présente clause, pour le même motif, plus de trois fois par période de reconduction.

ARTICLE 21 - CLAUSES PARTICULIERES

- ◇ L'exécution de l'accord-cadre est auditable par le CNRS.

Le Titulaire s'engage à présenter aux auditeurs les documents relatifs à l'exécution de l'accord-cadre, à répondre à leurs questions et à effectuer les mesures éventuelles nécessaires.

- ◇ Le présent accord-cadre ne pourra faire l'objet de cession partielle ou totale par le Titulaire à tout tiers de son choix qu'après accord écrit et préalable du CNRS.
- ◇ Le Titulaire doit avoir souscrit un contrat d'assurances en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés au CNRS et/ou aux tiers à l'occasion des prestations objet de l'accord-cadre.

Le Titulaire s'engage à maintenir la validité du contrat d'assurances pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre.

Par ailleurs, il doit produire, à toute demande du CNRS, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie. L'attestation devra être remise dans le délai de dix jours francs à compter de la demande du CNRS.

ARTICLE 22 - ATTRIBUTION DE JURIDICTION

L'accord-cadre est régi par la réglementation générale applicable aux marchés de l'Etat.

Les litiges éventuels sont réglés par les lois et règlements français. Les tribunaux français sont seuls compétents.

Pour tous les litiges à naître de l'accord-cadre et de leurs suites qui ne pourraient être résolus à l'amiable, attribution expresse de juridiction est donnée au tribunal administratif de Toulouse.

ARTICLE 23 - DEROGATION AU CCAG- FCS

Il est dérogé à :

- L'article 8.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG FCS
- L'article 10.1 déroge à l'article 14 du CCAG -FCS
- L'article 10.2 du CCAP déroge à l'article 14 du CCAG –FCS